

Jansatyagraha 2012



*"Le bien-être du dernier
pour le bien-être de tous"*

100 000 personnes
dans une action non-violente
pour le droit à la terre

2 octobre 2012

*"La démocratie c'est la capacité du peuple à contrôler l'Etat
quand il abuse de son pouvoir"*
- Mahatma Gandhi.



Janadesh 2007 a été un grand défi pour chacun d'entre nous. Beaucoup de personnes ont eu de sérieux doutes quant à savoir si 25 000 individus pourraient marcher pendant un mois. Est-ce possible pour tant de personnes de survivre durant une si longue marche avec, de surcroît, un seul repas par jour ? Le Gouvernement va-t-il réellement écouter la voix des pauvres ? Ou vont-ils être renvoyés par la loi et les forces de l'ordre ?

Ayant expérimenté *Janadesh 2007* et perçu le pouvoir des pauvres et des laissés-pour-compte, beaucoup de doutes se sont effacés. Je suis sûr aujourd'hui qu'un plus grand nombre soutiendra *Jansatyagraha 2012*.

Jansatyagraha 2012 demandera quatre fois plus de soutien en termes de lettres, d'empreintes de pieds, et aussi en termes de contribution financière et de mobilisation humaine. Nous avons besoin de votre soutien. N'attendez plus, commencez à agir dès aujourd'hui.

Un pays comme l'Inde, où les problèmes sont trop nombreux, requiert une plus grande mobilisation pour apporter une base de changement. Nous cherchons à soulever la question d'un changement social et économique. Nous nous intéressons également au renforcement d'un processus de démocratie participative et de gouvernance responsable. Bien que l'action ait lieu en Inde, nous souhaitons que le monde dans son ensemble rejoigne ce processus.

Nous croyons à *Jai Jagat* et au *Sarvodaya* ; le premier signifiant « la victoire du monde » et le deuxième, « le bien-être de tous grâce au bien-être des derniers ».

Merci beaucoup,

Rajagopal P.V.
Président d'Ekta Parishad



Jan Satyagraha 2012 : au cœur de l'action...

Pourquoi une action non-violente à grande échelle ?



Sur le sous-continent indien, nombreux sont les gens qui n'ont plus d'espoir. Avec les questions foncières, le nombre de suicides d'agriculteurs s'accroît. Privilégiant principalement les industries, aucun des Gouvernements successifs n'a su répondre aux besoins basiques pour la survie des populations les plus pauvres. Nos dirigeants parlent souvent de lutte contre la pauvreté mais n'agissent pas. L'égalité existe davantage dans les politiques et les lois que dans la pratique. Soit le peuple accepte avec résignation de se soumettre, soit il défie le système politique. En 2007, à l'initiative d'Ekta Parishad, 25 000 personnes issues de communautés tribales et d'autres communautés vulnérables ont marché de Gwalior à Delhi pour faire entendre leur voix auprès du gouvernement. Les demandes majeures qui ont été reçues et acceptées ont été formulées dans une nouvelle réforme agraire, mais jusqu'aujourd'hui, ces recommandations n'existent que sur le papier, le gouvernement n'ayant entrepris aucune action pour les faire appliquer. Pour changer cette situation, Ekta Parishad lance la campagne Jan Satyagraha 2012.

© Simon Williams

Qu'est-ce que Jan Satyagraha 2012 ?

Jan Satyagraha est l'action non-violente du peuple pour la justice, une campagne pour le droit à la terre culminant par une marche d'un mois en octobre 2012. Depuis 2010, des actions diverses, telles que des marches, sit-in, rassemblements et formations, ont lieu dans toute l'Inde dans le cadre de la campagne.

Trois actions principales sont planifiées



Le Chettawani Rally, les 6 et 8 mars 2011 : ce rassemblement a réuni 11 000 personnes à Delhi pour lancer un avertissement au gouvernement : si aucune action n'est entreprise pour le droit à la terre, nous serons 100 000 à Delhi en octobre 2012 !



La Jan Samvad Yatra (périple), du 2 octobre 2011 au 25 septembre 2012 : une yatra d'un an conduite par Rajagopal P.V., de Kanyakumari à Gwalior, pour sensibiliser les gens sur le droit à la terre et les mobiliser pour la marche d'un mois en octobre 2012.



La Marche Jan Satyagraha 2012, en octobre 2012 : une marche de 100 000 personnes, issues des communautés tribales et autres communautés vulnérables, de Gwalior à Delhi (350 km), débutant le 2 octobre 2012.

Les demandes portées par *Jan Satyagraha 2012*

- ◆ Que les promesses faites par le Gouvernement lors de la marche *Janadesh 2007* soient tenues et réellement suivies d'effet.
- ◆ Qu'un plan de réforme agraire soit inclus dans le manifeste de tous les partis politiques indiens.
- ◆ Qu'un système de distribution foncière soit voté et appliqué afin de donner au peuple des droits à la terre.
- ◆ Que des terres et des titres fonciers soient donnés aux cultivateurs et aux pauvres afin qu'il ne soit pas possible de les expulser.
- ◆ Que les déplacements de tribaux au nom de soi-disant « projets de développement » - parcs nationaux, réserves, grands barrages, industries minières, ZES, etc. - soient immédiatement interrompus ou réduits et humanisés.
- ◆ Que les populations qui ont déjà été déplacées de force reçoivent une juste compensation.
- ◆ Que le Gouvernement favorise une juste distribution des ressources vivrières pour les personnes pauvres.

Les résultats attendus de *Jan Satyagraha 2012*

- ◆ A travers toute l'Inde, les sans-terre recevront une terre grâce à une nouvelle réforme agraire qui sera réellement appliquée.
- ◆ Les gens pauvres auront des moyens de subsistance de base.
- ◆ Les déplacements seront limités et les personnes déplacées pourront exercer leurs droits.
- ◆ Les cultivateurs vendront leurs produits à un prix décent qui leur permettra de vivre dignement.
- ◆ Une politique de soutien aux petits agriculteurs et aux travailleurs sera formulée et appliquée.

Pourquoi est-ce une action internationale ?

L'accès à la terre et aux moyens de subsistance est un problème qui se pose à de nombreuses communautés à travers le monde. La campagne *Jan Satyagraha 2012* est une occasion de rassembler des groupes de personnes affectées par des problèmes similaires dans différents pays, afin de faire entendre leurs voix au niveau international.

De nombreuses actions sont d'ores et déjà prévues en Amérique du Sud et du Nord, en Afrique, en Asie et en Europe, pour défendre l'accès à la terre et aux moyens de subsistance et en soutien à la Marche *Jan Satyagraha 2012*. Les organismes internationaux et les individus sont de plus en plus enclins à joindre des mouvements politiques qui luttent pour une distribution plus équitable du pouvoir.

Les impacts négatifs de la mondialisation accentuent le besoin de lutter pour la justice et de faire rayonner la marche au niveau international.

Comment participer ? Ainsi qu'à la marche *Janadesh 2007*, à laquelle 250 étrangers avaient participé, la communauté internationale est la bienvenue pour participer à la marche *Jan Satyagraha* en octobre 2012.

Il est également possible de soutenir la marche par des dons, en participant aux événements de soutien organisés à travers le monde, par des actions de plaidoyer ou du bénévolat.

Comment la marche de 2012 est-elle préparée ?

Depuis 2009, *Ekta Parishad* prépare *Jan Satyagraha*, une marche d'un mois, réunissant 100 000 personnes, à travers différentes actions :



Consultations et réunions publiques pour soulever les problèmes des communautés pauvres ;



Formations de près de 10 000 leaders en charge de mobiliser et de mener les 100 000 marcheurs ;



Documentation et communication afin de faire connaître les enjeux de la marche dans les médias et l'opinion publique ;



Echanges avec des ONG et des mouvements populaires à travers le monde pour soulever le problème des sans-terres au niveau international.

Comment la marche de 2012 sera-t-elle coordonnée ?

- ◆ **Coordination** : un comité national est en charge de coordonner la préparation de la marche.
- ◆ **Mobilisation** : les leaders (voir le schéma ci-dessous) sont en charge de mobiliser les 100 000 marcheurs et seront responsables d'eux pendant la marche.
- ◆ **Formation** : les leaders sont formés à la non-violence, au leadership et aux techniques de mobilisation.
- ◆ **Logistique** : des équipes de 1000 personnes sont formées pour prendre en charge les besoins logistiques : approvisionnement, cuisine, eau, toilettes et douches, soins médicaux, etc.

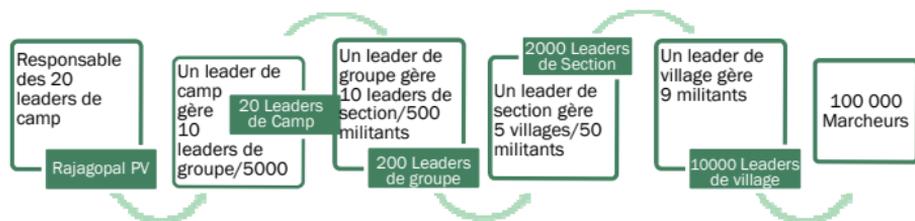


Schéma d'organisation de Jan Satyagraha 2012

Comment est financée la marche Jan Satyagraha 2012 ?

Les frais de Jan Satyagraha sont estimés à 555 millions de Roupies (10.1 million €)

Ces frais sont liés à la nourriture, aux soins médicaux, aux programmes évènementiels (dont les cérémonies d'inauguration et de clôture) et aux actions de communication et de plaidoyer.

Afin de couvrir ces frais, chaque marcheur apporte une contribution :

- ◆ **En mettant** de côté une poignée de riz et une roupie par jour.
- ◆ **En renonçant** à un mois de revenu.

Grâce à cette générosité, 70% des frais sont couverts. Pour le reste, *Ekta Parishad* espère un soutien du public à l'échelle internationale.

L'histoire du mouvement...

L'histoire des luttes pour l'accès à la terre & aux ressources en Inde



L'histoire de la lutte pour l'accès à la terre et aux moyens de subsistance en Inde est longue, et ce sont toujours les communautés les plus vulnérables qui se sont retrouvées en dehors du dialogue politique pour le changement.



Le contrôle sur la terre et les ressources vivrières demeure entre les mains de l'Etat. Les campagnes approximatives et inefficaces du passé n'ont pas permis le développement d'une vraie démocratie villageoise, qui pourrait porter les besoins des sans-terres sur le devant des préoccupations politiques.



Luttant depuis des années, Ekta Parishad travaille au côté de ces communautés pour les aider à créer les changements nécessaires pour en finir avec les saisies de terres, pour garantir une distribution équitable des terres, et également pour protéger l'accès aux ressources naturelles de subsistance.



© Simon Williams

Comment s'est construit Ekta Parishad?

L'esprit du mouvement populaire Ekta Parishad est né suite aux changements suivants : (1) au début des années 70, avec la réhabilitation de dacoïts, communautés hors-la-loi, à Chambal (1970-76); (2) Suite à la libération de travailleurs esclaves dans le Sud du pays entre 1985 et 1992 ; (3) après une dizaine d'années de travail avec les communautés tribales du Madhya Pradesh (1980-88) et les communautés dalits du Bihar (1990-99).

Cinq institutions ont été établies dans différentes régions du centre et de l'Est de l'Inde pour fournir des formations à la non-violence pour les jeunes, et les populations ont commencé à organiser elles-mêmes une lutte commune pour la réforme agraire en Inde. Le projet d'une force unifiée et puissante avec les populations vulnérables de tout le pays a été le commencement de ce qu'on connaît désormais comme Ekta Parishad. Ce réseau a également été la base de ce qui est aujourd'hui une organisation sociale de masse couvrant plus de douze Etats en Inde.

Ekta Parishad a été formellement établi en 1991. L'un des premiers évènements à grande échelle organisé par *Ekta Parishad* était la « Jai Jagat Jeep Yatra », qui s'est déplacée dans tout le Madhya Pradesh (indivisé) pendant une période d'un mois. Créer un plaidoyer parmi les sans-terre en mobilisant la population lors d'une « Yatra », ou circuit collectif, était un outil commun de sensibilisation utilisé par Vinoba Bhave et Jay Prakash Narayan, tous deux ayant, vingt ans auparavant, appelé les jeunes à s'opposer aux abus du pouvoir politique. Suivant les traditions des faiseurs de paix du passé, PV Rajagopal a utilisé la Yatra pour galvaniser le peuple. Il deviendra connu pour ce type d'actions durant les 14 années suivantes.



© Simon Williams

Durant cette période initiale de mobilisation des sans-terres indiens, Rajagopal P.V. commença son travail dans le Madhya Pradesh, le Bihar et l'Orissa. Il commença par travailler avec les villageois pour s'assurer qu'ils comprennent les questions complexes relatives à la propriété foncière et à la gestion des ressources naturelles. Il portait un message pour le peuple : le peuple devrait avoir le contrôle sur les ressources vivrières telles que la forêt, l'eau et la terre. L'accent mis sur l'accès aux ressources forestières tenait à la large frange de communautés tribales travaillant grâce à ces ressources. Les autres domaines d'attention incluaient le déplacement, l'éviction, l'endettement, le commerce d'alcool, et les droits nistar (droits d'usufruit sur les produits forestiers). Lentement, *Ekta Parishad* (E.P.) développa sa capacité à mobiliser les communautés pour parler en leur propre nom. E.P. renforça sa base pour des luttes plus grandes pour l'accès à la terre et le droit à des moyens de subsistance, ce qui constituera son travail futur.



© Simon Williams

Cette période vit *Ekta Parishad* passer d'un mouvement localisé à une force qui engloba tout le Madhya Pradesh, le Bihar et l'Orissa. Une marche de 6 mois, de décembre 1999 à Sheopurkalan à juin 2000 à Raigarh, mobilisa plus de 10 000 villages et 300 000 personnes, sur une distance de 3000 kilomètres. Malgré les défis posés par cette marche dans des zones reculées, l'esprit du peuple les conduisit à travers cinq régions du Madhya Pradesh, où ils soumièrent plus de 24 000 réclamations au Gouvernement d'Etat et traitèrent de centaines de questions soulevées par le public.

Après la Yatra, le Gouvernement d'Etat annonça la formation d'un groupe de travail à deux niveaux : (1) un groupe au niveau de l'Etat, responsable des politiques de redistribution foncière, (2) et un autre au niveau des districts s'occupant du processus de redistribution des terres. Durant les quatre années suivantes, *Ekta Parishad* travailla pour établir des groupes de travail dans chaque district de l'Etat, favorisant la distribution de près de 350 000 titres fonciers. 558 000 plaintes pour fausses accusations de violation de la forêt furent déposées auprès du Département Forestier contre les populations tribales, ce qui eut un impact significatif sur les questions importantes de l'agenda pro-pauvre de l'Etat. Développer les groupes de travail devint une priorité dans trois autres Etats pour contrôler le travail des *Collectors* de District et des agents des Impôts. Les activistes d'*Ekta Parishad*, ceux qui les soutiennent et l'ensemble de ses membres, prirent un nombre égal de sièges dans chaque groupe de travail, aidant le mouvement à s'opposer aux agents corrompus des Impôts et à promouvoir la redistribution de terres et la résolution de conflits entre les Départements Forestiers et des Impôts, comme les « zones oranges », en faisant monter la pression au niveau étatique.

Les conflits visant à savoir si la terre devait être classée comme « terre du Département Forestier » ou comme « terre des Impôts », posent encore question aujourd'hui. Ces terres faisant l'objet de dispute, dites « terres oranges », devinrent un réel sujet pour les Cours de Justice en 2003-2004, lorsqu'*Ekta Parishad* porta la question à la Cour Suprême (PV Rajagopal contre les Etats du Madhya Pradesh et du Chhattisgarh). *Ekta Parishad* argumenta que le Département Forestier avait une énorme quantité de terres « oranges » sans vrai couvert d'arbres, qu'il n'avait pas déclarées comme telles afin qu'elles soient redistribuées comme les terres des Impôts.

En 1999-2000, une *padyatra* (marche à pied) dans le Madhya Pradesh permit d'accroître la pression des villages sur les districts et l'Etat, avec des groupes de travail agissant comme mécanisme de contrôle. La *padyatra* força le gouvernement à travailler avec des mouvements populaires comme *Ekta Parishad* dans 30 districts du Madhya Pradesh et le succès révéla la force d'E.P. à étendre la campagne dans tout le pays, y compris le Chhattisgarh, le Jarkhand, le Bihar, l'Orissa, le Tamil Nadu, le Kerala, l'Uttar Pradesh et le Gujarat.

2002 - 2004

***Ekta Mahila Manch*, la branche féminine d'*Ekta Parishad*, fut constituée** afin d'augmenter le nombre de femmes participant au processus de prise de décision, permettant à l'information de remonter des activistes villageoises à la direction d'*Ekta Parishad*. Les femmes prirent elles-mêmes plusieurs initiatives en devenant *leaders* à différents niveaux, notamment pour mobiliser des responsables pour le développement du *leadership* local, des équipes de plaidoyer, les médias et le public, et des équipes de programmation économique pour dispenser des formations et transmettre des connaissances au niveau des villages.

En 2004, *Ekta Parishad* commença la construction de sa campagne nationale. De longues « *padyatras* » furent organisées dans le Bihar (sept. 2001 - *Reconstruire le Bihar*), à Chambal (avril 2002 - *Marche pour la Paix*), dans le Chhattisgarh (février 2003 et 2005), à Bundelkhand-Baghelkhand (sept. 2003), en Orissa (février 2004 et 2005) puis dans le Kerala (2005 - *Les jeunes contre la violence*).

Bihar, 2001

Les yatras du Bihar, du Chhattisgarh et du Bundelkhand conduisirent E.P. dans des zones reculées où les services gouvernementaux tels que les écoles, les centres de santé, les routes et les ponts n'existaient tout simplement pas. Les villageois accueillirent les activistes et cette opportunité de faire entendre leurs demandes.

Chhattisgarh, 2003

Les résultats dans le Chhattisgarh ont été assez significatifs grâce à la distribution de terres par le gouvernement à 6 100 familles et au renvoi d'un agent forestier de district pour le meurtre de Birju Baigas, un tribal qui défendait ses droits ancestraux à la forêt. Les efforts se concentrèrent sur les domaines suivants :

- ◆ **Industrialisation** et droits des communautés tribales ;
- ◆ **Renforcement** des campagnes d'action non-violente. Ce point est particulièrement important étant donnée l'augmentation des groupes naxalites dans la zone et la migration de plus de 100 000 personnes depuis Bastar du fait de la violence dans cette zone.

Orissa, 2004

La padyatra et les résultats en découlant en Orissa se concentrèrent sur le renforcement d'actions non-violentes comme moyen de réponse à l'accélération du développement industriel qui a laissé un grand nombre de communautés sans terre et sans moyen de subsistance. *Ekta Parishad* continue à travailler avec les communautés pour les unifier et les mobiliser, et demander que des changements soient mis en place au niveau des villages.



Aujourd'hui, Ekta Parishad est devenu un mouvement national massif pour les droits à la terre. Une campagne nationale a été entreprise à grande échelle pour donner au peuple un espace dans lequel il puisse être entendu. *Janadesh 2007* a rassemblé 25 000 personnes pour porter leurs voix jusqu'à la capitale.

En 2006, *Ekta Mahila Manch* organisa un meeting pour s'assurer que les besoins des femmes et leurs droits à la propriété foncière soient mis au premier plan de l'agenda de campagne. Dans le même temps, *Ekta Parishad* commença à construire des alliances au niveau national et mondial. La *Land First International* (LFI) fut un moyen de porter les réseaux de solidarité internationale sur une plateforme commune pour accroître la pression pour les droits à la terre dans les pays en développement. La LFI fut initiée au Forum Social Mondial de Mumbai, en Inde, en 2004 et continua d'évoluer aux Forums Sociaux Mondiaux suivants (Brésil, Pakistan, Malin, Nairobi), lors de la Consultation Globale pour la Terre (Thaïlande 2006) puis par le biais des campagnes anti-Organisation Mondiale du Commerce. Ces initiatives furent conçues pour faire pression sur les institutions internationales qui ont le pouvoir de développer de véritables politiques en faveur de la lutte contre la pauvreté au niveau global.

Des efforts pour renforcer la solidarité Sud-Sud avec le réseau de partenaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ont été déployés en priorité et aujourd'hui, *Ekta Parishad* bénéficie d'un large réseau de soutien composé d'organisations comme le *MST* (Brésil), la *Via Campesina* (France), *Ekta Europe* (Suisse, Belgique, Allemagne, France et Grande-Bretagne), *Quakers International* (Angleterre), *Africa Land Alliance* (Afrique du Sud), *Kenya Land Alliance* (Kenya), *Assembly of the Poor* (Thaïland), *ANGOK* (Philippines), *SAMATA* (Bengladesh), *PILER* (Pakistan), *CSRC* (Népal), *PAM* (Sri Lanka)...

Un important travail de plaidoyer a été mené durant les années 2004 et 2005.

Le 24 décembre 2005, une réunion entre le Premier Ministre et les représentants d'*Ekta Parishad* eut lieu pour présenter un nouveau projet de réforme agraire. Bien que quelques actions aient été entreprises, comme la constitution d'un sous-comité pour la réforme agraire (par la Commission Indienne de Planification) dont le rapport de 2006 appelait à des changements dans les lois et politiques de plafonnement, de location, d'acquisition de terres et de réinstallation, il devint clair que le gouvernement ne prenait pas au sérieux les questions évoquées.

En juillet 2006, un rapport fut soumis au Ministre du Développement Rural et à la Commission de Planification avec des recommandations pour des actions concernant le bien-être des communautés sans terre.

Aucune annonce officielle ne vint, et le 2 octobre 2006, 500 leaders tribaux et dalits commencèrent une longue marche de Gwalior à Delhi pour porter leurs demandes au Parlement. La *padyatra* fut une démonstration de la résolution des sans-terres à gagner un accès à leur droit de contrôler la terre et les ressources dont ils dépendent pour vivre. Il s'agissait d'avertir et de rappeler au Gouvernement que 25 000 personnes seraient mobilisées pour parcourir la même route et pour exprimer les mêmes demandes. Malgré la détermination montrée, il n'y eut aucune réponse formelle.



Octobre 2007 : *Janadesh*, le “verdict du peuple”

Le 2 octobre 2007, vingt-cinq mille personnes représentant les communautés de toute l'Inde se rassemblèrent à Gwalior pour commencer ce qui s'est révélé être le plus grand mouvement non-violent pour la réforme agraire de toute l'histoire du pays. Son commencement eut lieu le jour de l'anniversaire du Mahatma Gandhi et de la Journée Internationale des Nations-Unies pour la Non-Violence. En guise de témoignage, des communautés unies dans une démonstration de désobéissance civile évoquèrent les mémoires des *Satyagrahas* du Mahatma Gandhi qui inspirèrent les mouvements de droits civils à travers le monde. Le soutien vint de partout, avec 250 *satyagrahis* (militants non-violents) d'organisations internationales montrant leur solidarité à chaque pas qu'ils firent. Plus de 100 membres du Parlement soutinrent *Janadesh*, incluant le Chief Minister du Madhya Pradesh qui annonça l'établissement d'une Commission pour la Terre et son plan de redistribution aux communautés sans terre de la région. La couverture constante des médias porta la voix des *satyagrahis* au peuple de tout le pays et les activistes sociaux montrèrent leur solidarité avec les *satyagrahis* de *Janadesh*.

Le 29 octobre 2007, le Gouvernement Indien annonça qu'il était prêt à établir un Comité National pour la Réforme Agraire avec 50% de nouveaux membres issus des organisations sociales et de la société civile impliquées dans les mouvements de droits à la terre. Cette manifestation historique non-violente a été un succès, mais nous devons nous rappeler que la lutte n'est pas terminée. Les promesses faites le 29 octobre doivent être perfectionnées et nous devons tous nous préparer à continuer la lutte pour la justice du peuple.

Ce qui a été accompli jusqu'à aujourd'hui...

Depuis que le Gouvernement indien a agréé les demandes des sans-terre à la fin de *Janadesh 2007*, quelques étapes ont été franchies et des changements politiques ont émergé.

Land Acquisition (Amendment) Act, 2007

En 2007, le Ministre du Développement Rural a suggéré plusieurs amendements à la loi de 1894 afin de prendre en compte les intérêts des communautés démunies. La nouvelle loi commence par définir l'expression « coût d'acquisition » afin de garantir que les organismes travaillant pour les droits des peuples puissent avoir une base légale pour mieux argumenter pour les droits et les bénéfices des personnes affectées par les projets. La loi amendée prévoit qu'une évaluation de l'impact social soit menée dans chaque zone affectée par les projets. Chaque Etat aura une Autorité pour le Règlement des Compensations suite à l'Acquisition de Terres qui aura le même pouvoir qu'une cour civile dans un certain sens, faisant tous les efforts pour résoudre les litiges dans un délai de 6 mois. Une autorité similaire devrait être mise en place au niveau central.

The Rehabilitation and Resettlement Bill, 2007

L'acquisition de terres pour le développement public signifie souvent la perte de tout : terre, moyens de subsistance, abris, avec des impacts sociaux, culturels, économiques et émotionnels pour les personnes déplacées. Tous ces aspects doivent être considérés dans le cas d'une réinstallation. La loi propose l'introduction d'une Evaluation de l'Impact Social des Projets qui doit prendre en considération l'impact sur les propriétés publiques et communautaires, les biens et les infrastructures (routes, eau, pâtures, etc.). Un Administrateur est chargé de minimiser les déplacements de personnes, de consulter les personnes affectées, d'assurer la protection des intérêts des Tribus Répertoirees durement affectées, de préparer une terre pour la réhabilitation et la réinstallation, et d'autres tâches afin de garantir une réhabilitation juste.

The Scheduled Tribes and Other Traditional Forest Dwellers (Recognition of Forest Rights) Act, 2006

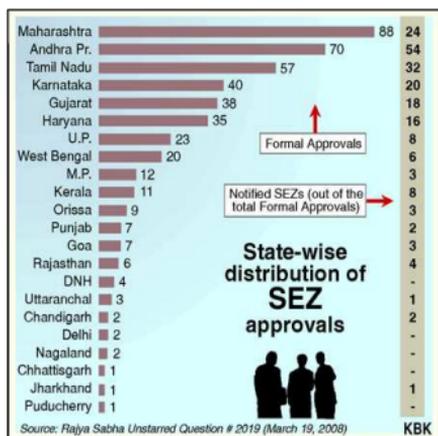
La mise en place de cette nouvelle loi en Janvier 2007 reconnaît et donne des droits forestiers ainsi que le droit d'occuper les terres forestières aux tribus répertoriées et aux résidents traditionnels forestiers. La Loi statue que les résidents forestiers devront être relocalisés s'il n'y a pas d'autre alternative. Des lots de réinstallation devraient garantir que des « moyens de subsistance sûrs » soient fournis aux personnes affectées.

Nouvelle vision d'une Réforme Agraire, 2008

Le 16 octobre 2008, le premier projet pour une nouvelle politique de réforme agraire a été soumis par la Commission pour la Réforme Agraire au Ministre du Développement Rural.

La terre et les ressources vivrières en Inde

L'Inde est, et a toujours été, un pays rural et agricole. Environ 75% de la population vit en zone rurale et dépend donc largement de l'agriculture pour vivre. Pourtant, un grand nombre de citoyens indiens sont toujours sans terre. Près de 30 millions de personnes dans ce pays fier de ses hautes technologies n'ont pas de terre sur laquelle ils puissent envisager une vie décente.



Des estimations rapides font état de 60 millions de personnes déplacées à cause de la mise en œuvre de projets en Inde. C'est quatre fois l'estimation de 15 millions de réfugiés échangés entre l'Inde et les deux parties du Pakistan lors de la Partition. La majorité des personnes déplacées par le « développement » sont des tribaux et des dalits sans terre qui vivent des ressources en propriété commune. Et à peine 20% ont été réhabilités.

« C'est le progrès » dit l'économiste. « Le PNB du pays s'accroît et il y a besoin de plus de terres pour le

développement industriel. » D'un autre côté, En Assam, une mère, à qui on demande pourquoi elle a retiré son enfant de l'école pour l'envoyer travailler, répond amèrement : « Qu'attendez-vous que je fasse d'autre ? » Ce sont les deux faces des « temples de l'Inde moderne ». L'une, la glorification du développement, et l'autre, le fait que, comme les monuments du passé, ces temples du présent sont aussi bâtis au sang et à la sueur de millions de personnes. Alors que les esclaves et les prisonniers ont construit les premiers, les agriculteurs d'aujourd'hui et les autres personnes qui vivent de la terre, de la forêt et des autres ressources, sont appauvries au nom du « développement ». Des études montrent qu'il y a 50-60 millions de personnes déplacées (Pe.D) ou de personnes privées de leur gagne-pain sans réallocation physique (personnes affectées par les projets (PAP) 1947-2000). Ce chiffre inclut environ 3 millions de déplacés au Jarkhand, 3 millions en Orissa, 5 millions en Andhra Pradesh, 1 million au Kerala, 100 000 à Goa, 2 millions en Assam, 4,2 millions au Gujarat et 7 millions au Bengale Occidental. Donc, sans inclure les déplacements élevés du Chhattisgarh, du Madhya Pradesh et du Maharashtra, qui n'ont pas été étudiés, le total s'élève à 26 millions de Pe.D/PAP. Ces chiffres, additionnés aux études en cours dans 3 Etats supplémentaires - Meghalaya, Mizoram et Tripura - et aux études de cas d'autres Etats, montrent un nombre de 60 millions de Pe.D/PAP dans l'ensemble de l'Inde (1947 - 2004) sur 25 millions d'hectares de terre, incluant 7 millions d'hectares de forêt et 6 millions d'hectares d'autres terres fiscales ou forestières (ressources en propriété commune).

Terres industrielles et “projets de développement” ... quelques exemples

Nom du projet	Etat	Nb. personnes / familles / villages déplacés	Surface (acres)
POLAVARAM DAM	Andhra Pradesh	230,000 / 276	100000
POSCO	Orissa		4000
Unitech	Delhi, UP, Haryana		14,211
Harrisons Plantations	Kerala		70,000
TATA (Nano)	Gujarat		1500
NFFR Project	Jharkhand	245,235	6,25,000
Koel Karo Dam	Jharkhand	25,025	66,000
Sankh Dam	Jharkhand	46,694 / 208	19,000
Wildlife Sanctuary	Jharkhand	79	45,790
Chandil Dam	Jharkhand	6,773 / 120	43,500
Icha Dam (Singbhum)	Jharkhand	5600	31500
Mayurboli Dam (Bihar)	Bihar,	94,680 / 18,936	37,645
Majhna Dam (Bihar-Bengal]	Orissa, Bengal		
Madira Dams (Orissa)			
CCL	Jharkhand	163,755 / 32,751	1,20,300
ECL	Jharkhand		80,000
TISCO		35,000 / 7,000	37 996
HEC- Ranchi	Jharkhand	64,950 / 12,990	9,200
Bokaro Steel Plant	Jharkhand	62,435 / 12,487	34,224
Subernarekha Multi Purpose Project	Jharkhand	342,000 / 68,400	85,000
Tenughat Thermal Power	Jharkhand	381,500 / 76,300	97,843

Sources. documents de recherche de Stanswami & Walter Fernandes

Quand le peuple retrouve sa dignité

“L'essence de la désobéissance civile non-violente est de se lever avec fermeté pour ce qui est juste et elle se nourrit d'un rejet profond de l'injustice. S'opposer à l'injustice signifie voir qu'il y a suffisamment pour la survie des gens, que la Terre est soigneusement entretenue et qu'un comportement non-violent transforme continuellement et positivement nos relations humaines.”

Quand les communautés qui dépendent des ressources naturelles - **terre, forêt et eau** - pour leur subsistance sont exclues de la gestion de ces ressources, il en résulte leur marginalisation politique et économique. Environ 70% de la population d'Inde dépendent de l'accès à la terre et à ses ressources naturelles pour vivre. Sans aucune demande légale de ces terres, des milliers de personnes sont forcées, chaque jour, de migrer vers les centres urbains où ils sont laissés sans autre choix que de devenir travailleurs manuels sans droit et sans sécurité ni financière ni pour leur vie. Quand les agriculteurs se voient dénier les droits à la propriété pour des terres qu'ils occupent depuis si longtemps, ils deviennent vulnérables à ce que beaucoup de personnes pensent être les soi-disant « développement » et « progrès ». Nous devons désormais nous demander comment, dans un pays où la démocratie et un marché de plus en plus prospère ont apporté la richesse à tant de monde, il existe encore des millions de personnes laissées pour compte de la croissance qui a fait de l'Inde une des économies mondiales à plus forte croissance.

En Inde, des personnes se sont unies par milliers pour se libérer de l'oppression imposée sur leur vie par les politiques foncières de ce pays. *Ekta Parishad* fournit une plateforme aux gens pour partager leurs expériences et idées avec la confiance que leur voix sera entendue.



Prenons quelques exemples d'actions où les gens ont retrouvé leur dignité...

Chilghat était une terre dénudée, prise par des personnes qui n'avaient pas de terre. Narmada, une jeune femme connaissant des discordes dans son couple et mère d'enfants à charge, a rejoint *Ekta Parishad*. Il y a quelques années, elle fut envoyée à Chilghat pour organiser les habitants. Ceux qui cultivaient la terre faisaient face à de multiples harcèlements par les autorités. Ils n'avaient sur le papier aucun droits à la terre. En termes légaux, ils étaient des transgresseurs et donc passibles de punition. Les gardes forestiers et la police détruiraient leurs récoltes. Mais le système légal allait à l'encontre des droits naturels du peuple. Le rôle de Vimla fut d'organiser les gens pour qu'ils puissent lutter de manière unie contre la répression de l'Etat. Désormais, non seulement ils cultivent la terre et en tirent leurs récoltes mais ils y plantent également des arbres, ce qui enrichit la forêt. (2005)

L'Etat du Chhattisgarh est une terre formidable pour l'agriculture - il est connu comme le « bol de riz » de l'Inde - mais c'est également une terre pleine de ressources ainsi qu'une zone forestière. Ceci a été bien compris des industriels et du Gouvernement. Alors que les premiers installent leurs industries pour exploiter les ressources naturelles, le Gouvernement a déclaré une large part de l'Etat comme *Réserves naturelles* sous la loi de Protection de la Vie Sauvage. Mais cette terre est aussi l'habitat de longue date de nombreux Adivasis (tribaux). Comme le Gouvernement soutient la mise en place de réserves et l'industrialisation, les populations tribales qui vivaient depuis longtemps sur les terres forestières ont été expulsées, parfois avec beaucoup de violence, voire des meurtres. Mais la tribu Baiga de Bokarabaha n'était pas prête à abandonner ses terres et sa dignité. Avec l'aide d'*Ekta Parishad*, ils occupèrent de manière non-violente les terres qu'on leur avait prises. Ils les récupérèrent. Cette action et son résultat donna à 27 autres villages Baiga l'espoir et la force de faire de même et de reprendre leurs terres.

**« Gaon mein rahna mushkil hain,
Isliye hum shahar ki aur chalpade ! »**

**Il est difficile de vivre au village,
C'est pourquoi nous allons protester
en ville !**



Jansatyagraha 2012

Oui, je souhaite soutenir ____ personne(s)* participant à la **Marche Non-Violente des Peuples pour les Droits à la Terre**. Je crois que de telles étapes sont nécessaires pour l'émancipation des pauvres et pour les aider à prendre le contrôle de leurs ressources vivrières.

Je donne ____ \$/€/£ pour soutenir le mouvement populaire non-violent des sans-terre et des laissés pour compte.

Nom :

Adresse :
.....
.....

Pays : Code postal :

E-mail:

Téléphone:Fax:

Mode de paiement :

Signature:

*Le coût estimé pour une personne pendant un mois est de INR 4000/-

Note: Envoyez SVP votre contribution à :

Pour l'Inde :

EKTA FOUNDATION TRUST
Gandhi Bhavan
Shyamla Hills
BHOPAL 462002 (M.P.), India
Contact: +91-755-2661800
janadesh2007@gmail.com
Bank of India -
900610100018500

Pour l'Europe :

Jansatyagraha 2012
Foerdereverein CESC
Postfach 3355
CH-8021 Zürich
Switzerland
Contact: hugentobler@arch.ethz.ch
IBAN: CH47 0900 0000 8022 0210
4

Pour l'Amérique :

Jansatyagraha 2012
India Village Tour
c/o Jill Carr-Harris
74 Anderson Ave.
Ontario
Toronto M5P-1H8
Canada

Nous soutenons la marche pour la justice...



Les Amis du Mercy Home (EKTA Belgique)
Groupe de soutien EKTA de Genève

Cette liste de soutien est amenée à être mise à jour
jusqu'en octobre 2012

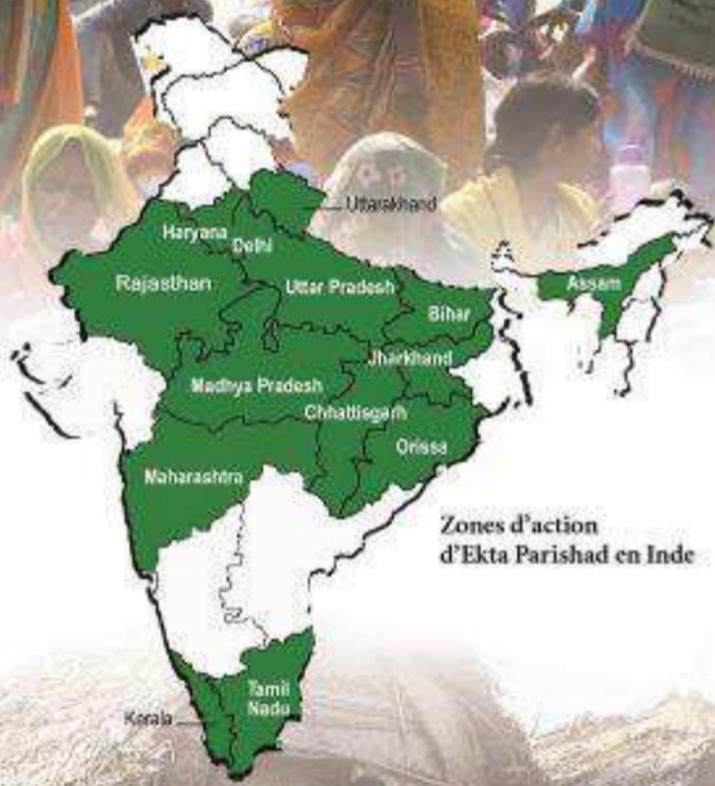
En route vers Jansatyagraha 2012 !



N'hésitez pas à nous contacter : jansatyagraha2012@gmail.com • +91-755-4223821
<http://www.ektaparishad.com/> • <http://ektaeurope.org/>



Ce livre est publié par :
Ekta Parishad
Gandhi Bhavan
Shyamla Hills
BHOPAL, 462002, MP, India



Zones d'action
d'Ekta Parishad en Inde